

Art. 5. Conformément à l'article 7 du même Décret, l'exécution des plans financiers fait l'objet d'un contrôle permanent de l'administration des administrations régionales et locales. Chaque année, lors de la discussion du budget, cette administration soumet un rapport sur la situation et les perspectives en la matière.

Ce rapport, accompagné des observations du Ministre communautaire ayant les Affaires intérieures dans ses attributions, est transmis à l'Exécutif.

Art. 6. Le Ministre communautaire ayant les Affaires intérieures dans ses attributions prend d'office toutes les mesures nécessaires pour donner exécution, le cas échéant, à l'article 8 du même Décret, afin de garantir le respect le plus strict des obligations des villes à l'égard du Fonds flamand de Financement.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 2 janvier 1989.

Bruxelles, le 22 décembre 1989.

Le Président de l'Exécutif flamand,
Ministre communautaire des Finances et du Budget,

G. GEENS

Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 463

19 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif au niveau de puissance acoustique admissible des groupes électrogènes de puissance

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er};

Vu la directive (84/536/CEE) du Conseil des Communautés européennes du 17 septembre 1984 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au niveau de puissance acoustique admissible des groupes électrogènes de puissance, modifiée par la directive (85/408/CEE) du Conseil des Communautés européennes du 11 juillet 1985;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 1982 fixant la méthode générale de détermination de l'émission sonore des engins et matériels de chantier, modifié par l'arrêté royal du 13 février 1985 et par l'arrêté royal du 14 mai 1987;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1986 concernant les dispositions communes aux matériels et engins de chantier;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1986 concernant le niveau de puissance acoustique admissible des groupes électrogènes de puissance;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1989 concernant les dispositions communes aux matériels et engins de chantier;

Vu l'arrêt de la section d'administration du Conseil d'Etat n° 29.694 du 25 mars 1988;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique au niveau de puissance acoustique admissible des groupes électrogènes de puissance qui servent à effectuer des travaux sur des chantiers de génie civil et de bâtiment.

Il constitue un arrêté particulier de l'Exécutif au sens de l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif du 19 septembre 1989 concernant les dispositions communes aux matériels et engins de chantier, ci-après dénommé « arrêté-cadre ».

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par « groupe électrogène de puissance » tout appareil comportant un ensemble moteur entraînant une génératrice rotative fournissant, en régime continu, une puissance électrique.

Art. 3. Les organismes agréés accordent l'attestation d'examen CEE de type à tout type de groupe électrogène de puissance dont le niveau de puissance acoustique satisfait à l'article 4 de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1986 concernant le niveau de puissance acoustique admissible des groupes électrogènes de puissance.

Toute demande d'attestation d'examen CEE de type d'un type de groupe électrogène de puissance, quant au niveau de puissance acoustique admissible, doit être accompagnée d'une fiche de renseignements dont le modèle figure à l'annexe I.

Pour tout type de groupe électrogène de puissance qu'il atteste, l'organisme agréé remplit toutes les rubriques de l'attestation d'examen CEE de type dont le modèle figure à l'annexe III de l'arrêté-cadre.

La durée de validité des attestations d'examen CEE de type est limitée à cinq ans. Elle peut être prolongée de cinq ans si la demande en est faite dans les douze mois qui précèdent l'expiration de la première période de cinq ans.

Toutefois, les attestations d'examen CEE de type délivrées avant le 25 septembre 1989 cessent d'être valides à cette date, à moins qu'elles n'aient été délivrées pour des groupes électrogènes de puissance satisfaisant au niveau limite en vigueur à cette même date.

Par dérogation à l'article 18, deuxième alinéa, de l'arrêté-cadre, un groupe électrogène de puissance muni d'un certificat de conformité établi sur base d'une attestation d'examen CEE de type relative aux valeurs de la première période ne peut plus bénéficier des avantages prévus à cet article à dater du 26 mars 1990, le délai de validité devant être indiqué sur les certificats de conformité concernés.

Pour chaque groupe électrogène de puissance construit conformément au type attesté par un examen CEE de type, le constructeur complète le certificat de conformité dont le modèle figure à l'annexe IV de l'arrêté-cadre dans les colonnes correspondant à l'attestation d'examen CEE de type.

Sur chaque groupe électrogène de puissance construit conformément au type attesté par un examen CEE de type, doit figurer de façon bien visible et indélébile une mention indiquant le niveau de puissance acoustique en décibels pondérés A (db (A)) par rapport à 1 pW, garanti par le fabricant et déterminé dans les conditions prévues à l'annexe I de l'arrêté royal du 16 juin 1982 fixant la méthode générale de détermination de l'émission sonore des engins et matériels de chantier et à l'annexe I de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1986 concernant le niveau de puissance acoustique admissible des groupes électrogènes de puissance, ainsi que la marque ϵ (epsilon). Le modèle d'une telle mention figure à l'annexe II du présent arrêté.

Art. 4. Le contrôle de la conformité de la fabrication au type examiné, prévu à l'article 12 de l'arrêté-cadre, est effectué au moyen d'un contrôle par sondage.

Art. 5. Le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe I

MODELE DE FICHE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UN TYPE DE GROUPE ELECTROGENE DE PUISSANCE A FOURNIR EN VUE DE SON EXAMEN CEE DE TYPE

1. Généralités.

- 1.1. Nom et adresse du constructeur
- 1.2. Nom et adresse du mandataire éventuel du constructeur
- 1.3. Marque (raison sociale)
- 1.4. Dénomination commerciale
- 1.5. Type

2. Dimensions du groupe électrogène de puissance

- 2.1. Longueur m
- Largeur m
- Hauteur m
- Masse kg
- 2.2. Présentation du groupe : bâti-support (skid) - remorque - autre (1).

3. Fonctionnement.

3.1. Fonctionnement du moteur d'entraînement.

- 3.1.1. Marque et type
- 3.1.2. Energie utilisée : essence, gas oil, gaz (1)
- 3.1.3. Vitesse de rotation tours par minute.

3.2. Fonctionnement de la génératrice.

- 3.2.1. Marque et type
- 3.2.2. Vitesse de rotation tours par minute.

3.2.3. Puissance en régime continu :

- puissance apparente (KVA) :
- puissance réelle (KW) :

3.2.4. Nature du courant : alternatif - monophasé - triphasé - continu (1).

3.2.5. Tension : entre phases - entre phase et neutre - etc. (1)

3.2.6. Fréquence du courant

4. Joindre la notice descriptive commerciale, si elle existe.

(1) Rayer la mention inutile.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie et des P.M.E.,

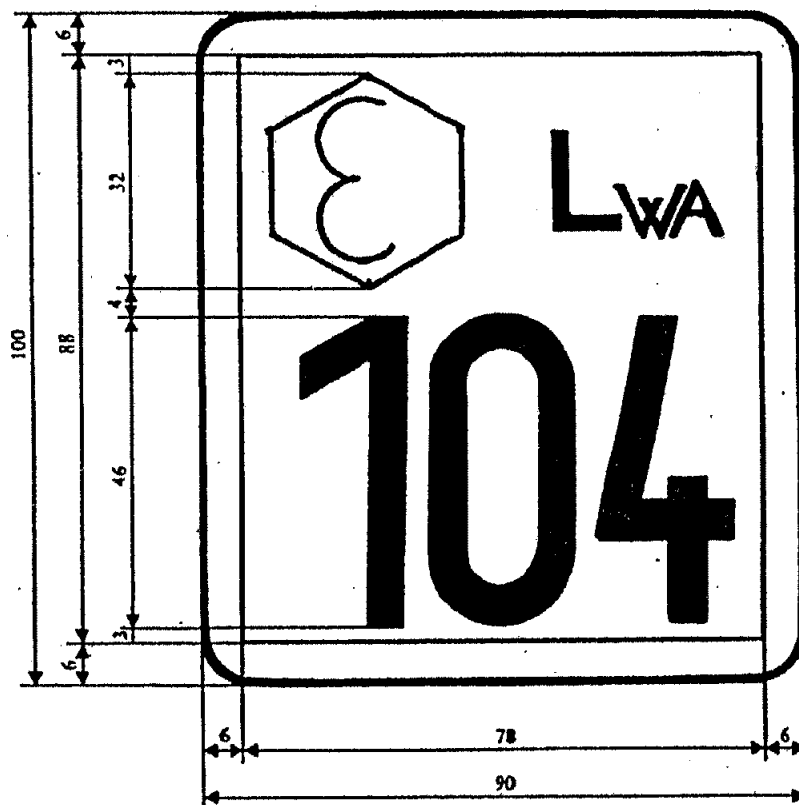
B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe II

MODELE DE LA MENTION INDICANT LE NIVEAU DE PUISSANCE ACOUSTIQUE



Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie et des P.M.E.,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 463

19. SEPTEMBER 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
über den zulässigen Schalleistungspegel von Kraftstromerzeugern

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund der Richtlinie (84/536/EWG) des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 17. September 1984 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über den zulässigen Schalleistungspegel von Kraftstromerzeugern, Spatenhämmer, abgeändert durch die Richtlinie (85/408/EWG) des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 11. Juli 1985;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Juni 1982 zur Bestimmung des allgemeinen Verfahrens zur Ermittlung des Geräuschemissionspegels von Baugeräten und Baumaschinen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Februar 1985 und durch den Königlichen Erlaß vom 14. Mai 1987;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1986 betreffend die gemeinsamen Bestimmungen für Baugeräte und Baumaschinen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1986 über den zulässigen Schalleistungspegel von Kraftstromerzeugern;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 betreffend die gemeinsamen Bestimmungen für Baugeräte und Baumaschinen;

Aufgrund des Beschlusses der Verwaltungsabteilung des Staatsrates Nr. 29.094 vom 25. März 1986;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Vorliegender Erlaß gilt für den zulässigen Schalleistungspegel von Kraftstromerzeugern, die zu Arbeiten auf Baustellen der Bauindustrie und des Baugewerbes dienen.

Er ist ein Einzelerlaß der Exekutive im Sinne von Artikel 3 des Erlasses der Exekutive vom 19. September 1989 betreffend die gemeinsamen Bestimmungen für Baugeräte und Baumaschinen, nachstehend « Rahmenerlaß » genannt.

Art. 2. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter « Kraftstromerzeuger » jedes Gerät, bei dem ein Motor einen Rotationsgenerator antreibt, der im Dauerbetrieb eine elektrische Leistung abgibt.

Art. 3. Die zugelassenen Stellen erteilen die EWG-Baumusterprüfbescheinigung für alle Arten von Kraftstromerzeugern deren Schalleistungspegel Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1986 über den zulässigen Schalleistungspegel von Kraftstromerzeugern entspricht.

Jedem Antrag auf Ausstellung einer EWG-Baumusterprüfbescheinigung für einen Kraftstromerzeugertyp hinsichtlich des zulässigen Schalleistungspegels ist ein Beschreibungsbogen nach dem Muster in Anlage I beizufügen.

Die zugelassene Stelle füllt für einen Kraftstromerzeugertyp, für den sie eine Bescheinigung ausstellt, alle Spalten der EWG-Baumusterprüfbescheinigung nach dem Muster in Anlage III zum Rahmenerlaß aus.

Die Geltungsdauer der EWG-Baumusterprüfbescheinigung ist auf fünf Jahre begrenzt. Sie kann um weitere fünf Jahre verlängert werden, sofern binnen 12 Monaten vor Ablauf des ersten Zeitraums von fünf Jahren ein entsprechender Antrag gestellt wird.

Die vor dem 25. September 1989 ausgestellten EWG-Baumusterprüfbescheinigungen werden jedoch an diesem Datum um gültig, sofern sie nicht für einen Kraftstromerzeuger ausgestellt wurden, bei dem der zu diesem Zeitpunkt geltende Grenzwert eingehalten ist.

In Abweichung von Artikel 18 Absatz 2 des Rahmenerlasses können für einen Kraftstromerzeuger mit einer Übereinstimmungsbescheinigung, die anhand einer EWG-Baumusterprüfbescheinigung über die Werte des ersten Geltungszeitraums ausgestellt wurde, ab dem 26. März 1990 die Vorteile dieses Artikels nicht mehr in Anspruch genommen werden; die Geltungsdauer ist auf der betreffende Übereinstimmungsbescheinigung anzugeben.

Für jeden Kraftstromerzeuger, dessen Bauart dem Typ entspricht, für den eine EWG-Baumusterprüfbescheinigung erteilt wurde, füllt der Hersteller in einer Übereinstimmungsbescheinigung nach dem Muster in Anlage IV zum Rahmenerlaß die für die EWG-Baumusterprüfbescheinigung vorgesehenen Spalten aus.

Auf jedem Kraftstromerzeuger, dessen Bauart dem Typ entspricht, für den eine EWG-Baumusterprüfbescheinigung (Epsilon) gut sichtbar und dauerhaft angebracht sein. Ein Muster für diese Aufschrift ist in Anlage II zum vorliegenden Erlaß enthalten.

Art. 4. Die in Artikel 12 des Rahmenerlasses vorgesehene Kontrolle der Übereinstimmung der Produktion mit dem geprüften Typ erfolgt durch Stichproben.

Art. 5. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namur, 19. September 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Anlage I

MUSTER DES BAUART-BESCHREIBUNGSBOGENS FÜR EINEN KRAFTSTROMERZEUGER
FÜR DIE EWG-BAUMUSTERPRÜFUNG1. Allgemeines.

- 1.1. Firma und Anschrift des Herstellers
- 1.2. Gegeberfalls Name und Anschrift des Beauftragten des Herstellers
- 1.3. Marke (Firmenzeichen)
- 1.4. Handelsbezeichnung
- 1.5. Typ

2. Abmessungen des Kraftstromerzeugers

- 2.1. Länge m
- Breite m
- Höhe m
- Gewicht kg.

- 2.2. Aufstellungsart des Kraftstromerzeugers : Gestell(skid) - Anhänger - sonstige (1)

3. Betriebsangaben.

3.1. Betriebsangaben zum Antriebsmotor

- 3.1.1. Motormarke und Motertyp
- 3.1.2. Verwendete Energieart : Benzin, Dieselöl, Gas (1)
- 3.1.3. Drehzahl U/min

3.2. Betriebsangaben zum Stromerzeuger

- 3.2.1. Stromerzeuger-marke und -typ
- 3.2.2. Drehzahl U/min.
- 3.2.3. Leistung im Dauerbetrieb
- Scheinleistung (kVA) :
- Wirkleistung (kW) :
- 3.2.4. Stromart : Wechselstrom - einphasig - dreiphasig - Gleichstrom (1)
- 3.2.5. Spannung : Phasenspannung - Spannung Phase/Nullleiter - usw (1)
- 3.2.6. Frequenz Hz

4. Sofern vorhanden, Anleitungsmerkblatt beifügen

(1) Unzutreffendes streichen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

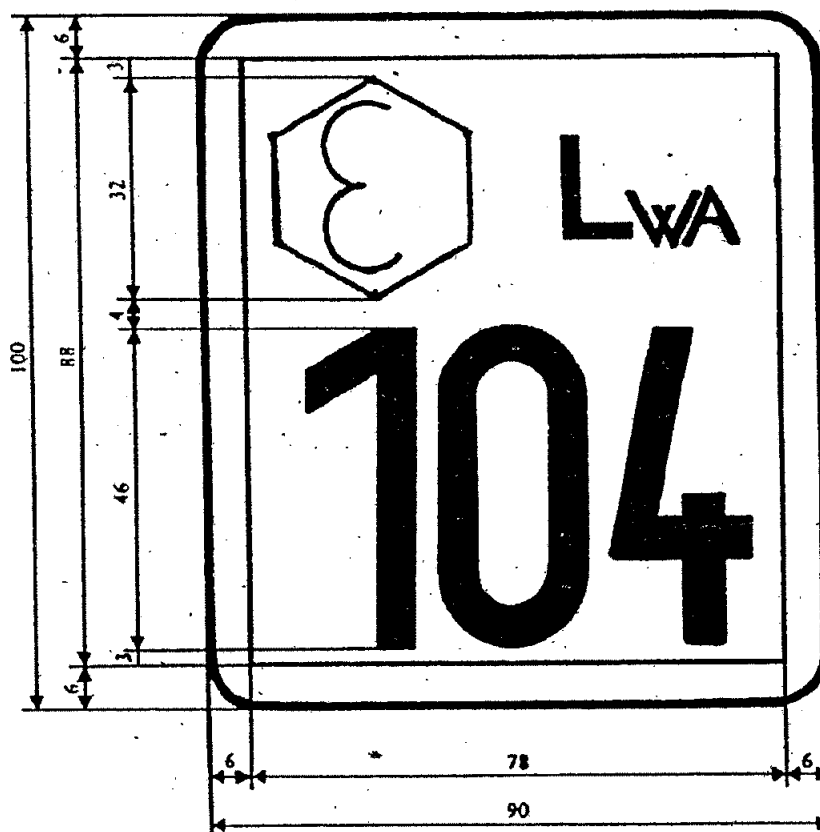
B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Anlage II

MUSTER FÜR DIE AUFSCHRIFT ZUR ANGABE DES SCHALLEISTUNGSPEGELS



Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 beigelegt zu werden.

De Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,
B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 463

19 SEPTEMBER 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende het toelaatbare geluidsvermogensniveau van energieaggregaten

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1,

Gelet op de richtlijn (84/536/EEG) van de Raad van Europese Gemeenschappen van 17 september 1984 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lid-Staten inzake het toelaatbare geluidsvermogensniveau van energieaggregaten, gewijzigd bij de richtlijn (85/408/EEG) van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 11 juli 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 1982 betreffende de vaststelling van de algemene methode voor het bepalen van het geluid dat door bouwmachines en bouw materieel wordt uitgestraald, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 13 februari 1985 en 14 mei 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1986 betreffende gemeenschappelijke bepalingen voor bouw materieel en bouw machines;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1986 betreffende het toelaatbare geluidsvermogensniveau van energieaggregaten;

Gelet op het besluit van de Gewestexecutieve van 19 september 1989 betreffende gemeenschappelijke bepalingen voor bouw materieel en bouw machines;

Gelet op het arrest nr. 20.894 van 25 maart 1988 van de Raad van State, afdeling administratie;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting;

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit heeft betrekking op het toelaatbare geluidsvermogensniveau van energieaggregaten welke dienen voor civieltechnische en bouwwerkzaamheden.

Het is, in de zin van artikel 3 van het besluit van de Executieve van 19 september 1989 betreffende de gemeenschappelijke bepalingen voor bouw materieel en bouw machines, hierna genoemd « kaderbesluit », een bijzonder besluit van de Executieve.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt onder « energieaggregaat » verstaan ieder toestel met motoreenheid die een roterende generator aandrijft welke een continu elektrisch vermogen levert.

Art. 3. De erkende instanties verlenen de verklaring van EEG-typeonderzoek voor elk type energieaggregaat waarvan het geluidsvermogensniveau aan de bepalingen van artikel 4 van het koninklijk besluit van 1 juli 1986 betreffende het toelaatbare geluidsvermogensniveau van energieaggregaten.

Elke aanvraag om verklaring van EEG-typeonderzoek met betrekking tot het toelaatbare geluidsvermogensniveau van een type energieaggregaat moet vergezeld gaan van een inlichtingenformulier waarvan het model in bijlage I is opgenomen.

Voor elk type energieaggregaat waarvoor de erkende instantie een verklaring afgeeft, vult zij alle rubrieken in van de verklaring van EEG-typeonderzoek waarvan het model in bijlage III van het kaderbesluit is opgenomen.

De geldigheidsduur van de verklaringen van EEG-typeonderzoek is beperkt tot vijf jaar. Hij kan met vijf jaar worden verlengd indien daartoe tijdens de twaalf maanden een verzoek is ingediend.

De vóór 25 september 1989 afgegeven verklaringen van EEG-typeonderzoek verliezen echter op die datum hun geldigheid, tenzij zij zijn afgegeven voor energieaggregaten die aan het op die datum in werking tredende maximumniveau voldoen.

In afwijking van artikel 18, tweede lid van het kaderbesluit gelden voor een machine voorzien van een certificaat van overeenstemming dat is opgesteld op grond van een verklaring van EEG-typeonderzoek betreffende de waarden van de eerste periode, de voordelen van dat artikel niet meer te rekenen van 26 maart 1990, de geldigheidsduur moet op de betrokken certificaten van overeenstemming zijn aangegeven.

Voor ieder energieaggregaat die is gebouwd in overeenstemming met het type waarvoor een verklaring van EEG-typeonderzoek is afgegeven, worden op het certificaat van overeenstemming, waarvan het model in bijlage IV van het kaderbesluit is opgenomen, de kolommen betreffende de verklaring van EEG-typeonderzoek ingevuld door de fabrikant.

Op elk energieaggregaat die is gebouwd in overeenstemming met het type waarvoor een verklaring van EEG-typeonderzoek is afgegeven, moeten op duidelijke zichtbare en duurzame wijze een vermelding aangevende welk geluidsvermogensniveau in db(A) ref. 1pW, vastgesteld overeenkomstig bijlage I van het koninklijk besluit van 16 juni 1982 betreffende de vaststelling van de algemene methode voor het bepalen van het geluid dat door bouw machines en bouw materieel wordt uitgestraald en overeenkomstig het koninklijk besluit van 1 juli 1986 betreffende het toelaatbare geluidsvermogensniveau van energieaggregaten, door de fabrikant wordt gegarandeerd, alsmede het merkteken ϵ (epsilon). Een model voor een dergelijke vermelding staat in bijlage II van dit besluit.

Art. 43. De controle op de overeenstemming van de produkten met het onderzochte type, als bedoeld in artikel 12 van het kaderbesluit, geschiedt door middel van steekproeven.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 september 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie,
de KMO's en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

Bijlage I

MODEL INLICHTINGENFORMULIER BETREFFENDE EEN TYPE ENERGIEAGGREGAAT,
DAT MOET WORDEN INGEDIEND MET HET OOG OP HET EEG-TYPEONDERZOEK

1. Algemene gegevens.

- 1.1. Naam en adres van de fabrikant
- 1.2. Naam en adres van de eventuele gemachtigde van de fabrikant
- 1.3. Merk (firma)
- 1.4. Handelsbenaming
- 1.5. Type

2. Afmeting van het energieaggregaat.

- 2.1. Lengte m
- Breedte m
- Hoogte m
- Massa m

2.2. Uitvoering van het aggregaat : onderstel(skid) - aanhangwagen - andere uitvoering (1)

3. Werking.

3.1. Werking van de aandrijfmotor.

- 3.1.1. Merk en type
- 3.1.2. Gebruikte energie : benzine, dieselolie, gas (1).
- 3.1.3. Toerental omwentelingen/min.

3.2. Werking van de generator.

- 3.2.1. Merk en type
- 3.2.2. Toerental omwentelingen/min.
- 3.2.3. Continu bedrijfsvermogen

— schijnbaar vermogen (kVA) :

— reëel vermogen (kW) :

3.2.4. Aard van de stroom : wisselstroom - eenfasig - driefasig - gelijkstroom - enz. (1).

3.2.5. Spanning : tussen de fasen - tussen een fase en de nulleider - enz. (1)

3.2.6. Frequentie van de stroom HZ.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie en de KMO's,

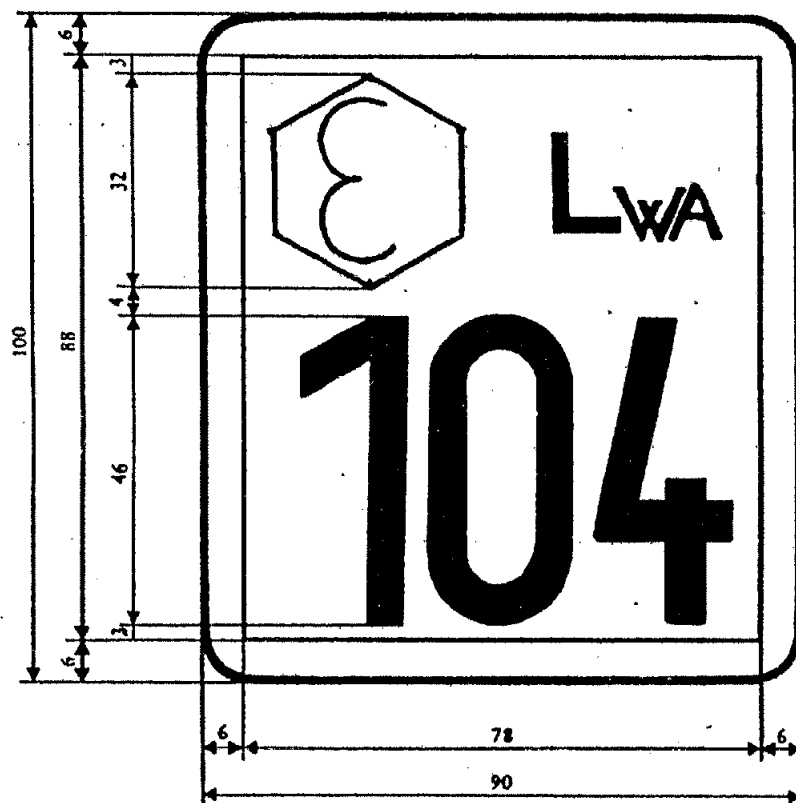
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

Bijlage II

MODEL VOOR DE VERMELDING WAARMEE HET GELUIDSVERMOGENSNIVEAU WORDT AANGEGEVEN



Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie en de KMO's,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,
G. LUTGEN